

Ensemble contre l'extrême droite !

Nous devons nous unir pour lutter ensemble contre l'extrême droite !! Il est de notre devoir de nous unir ensemble contre les politiques fascistes, racistes, totalitaires, qui menacent plus particulièrement les plus démunis, les plus précaires, les minorités.

Les partis d'extrême droite actuels ne doivent pas nous faire oublier d'où ils viennent, nous faire oublier l'histoire du siècle dernier, nous faire oublier leur volonté farouche de réprimer et opprimer les minorités ethno-raciales, sociales, minorités de genre.

Ne répétons pas les mêmes erreurs du passé. La haine, l'individualisme, l'ethnocentrisme ne doivent pas diriger notre pays ni notre Europe! Voter extrême droite c'est retourner au siècle dernier, avec des régimes totalitaires, répressifs.

Notre pays, dit «Pays des droits de l'Homme» doit être guidé par la solidarité, la lutte contre les discriminations, la liberté, les droits humains.

Vos déceptions et votre colère sont légitimes mais ne doivent pas vous faire choisir l'exclusion et la haine des autres/minorités, qui plus est, ne sont en rien responsables de nos maux, contrairement à ce que peut nous faire croire l'extrême droite.

Les menaces sur les droits humains, nos libertés (quel que soit son genre, son orientation sexuelle, son ethnie, sa religion, son apparence physique, son handicap, son âge), l'accès à la santé pour toutes et tous sont réelles. Citons l'exemple du droit à l'IVG, du droit à la santé pour toutes et tous d'autant plus menacé par la volonté de suppression de l'aide médicale d'État, le droit à l'éducation, le droit de vivre dans la dignité menacé pour les personnes étrangères. La non prise en compte du changement climatique par l'extrême droite est également une menace. Notre avenir et celle des générations suivantes dépendent de nous.

→ **Rendez-vous le 30 juin et 7 juillet aux urnes pour notre avenir, pour faire barrage à l'extrême droite, au fascisme**

→ Si vous ne pouvez-vous déplacer aux urnes ces jours-là, vous pouvez demander procuration dès maintenant sur le site maprocuration.gouv.fr. **Votre voix compte, chaque voix compte. Des vies en dépendent, la vie des personnes précaires, sans papiers en dépend, leur accès au système de santé en dépend.**

SOIGNANT·ES // USAGER·ES

faisons barrage contre l'extrême droite

Nous soutenons et partageons ce texte d'appel des soignant·es et usager·es de santé à faire barrage contre l'extrême droite

Nous, femmes et hommes des professions de santé, du médico-social, du soin et de la recherche, ou usagers des services de santé exprimons solennellement notre opposition aux partis d'extrême droite et à leurs desseins mortifères pour notre République et la santé publique.

L'accès à la santé pour tous fait partie des droits humains fondamentaux et des principes essentiels de notre pacte Républicain, protecteur notamment des plus vulnérables. Toute politique xénophobe ou discriminatoire conduisant à supprimer des droits sociaux et à la santé sur des critères d'origine ou de nationalité est contraire à ces valeurs universelles ; elle mettrait par ailleurs en péril la santé publique et donc potentiellement la santé de toutes et tous.

Les maladies infectieuses et les épidémies ne reculent pas devant un passeport ou un arbre généalogique, elles touchent d'abord les plus précaires quand ils ne peuvent pas se soigner et se diffusent ensuite dans l'ensemble d'une population.

De même, ne pas pouvoir subvenir aux besoins les plus élémentaires au travers des aides sociales fragilise inmanquablement la santé des plus exposés, en commençant par les enfants, les personnes âgées, et les personnes en situation de handicap, avec en particulier des conséquences bien établies sur la santé mentale de beaucoup d'entre nous.

Le système de soins et d'accompagnement médico-social est grandement fragilisé depuis déjà de nombreuses années. Il a survécu aux crises successives grâce à l'engagement et au dévouement de professionnels dont beaucoup sont issus de l'immigration, malgré tous les obstacles qu'ils peuvent rencontrer sur leur parcours. Se priver de ces compétences et contributions précieuses, dans des métiers essentiels et

difficiles, ne ferait qu'aggraver les dysfonctionnements et les manques de notre système sanitaire et médico-social.

Le gouvernement en place depuis sept ans, qui se prétendait le meilleur rempart face à la menace du Rassemblement national, a totalement échoué dans cet objectif. Il a, tout au contraire, décidé de réformes s'inspirant de la préférence nationale et d'autres projets de droite voire d'extrême-droite.

La défense de la santé publique et de la solidarité universelle ne viendra pas de ces partis. Les politiques de préférence nationale, particulièrement dans un domaine aussi sensible que la santé, ne feront qu'accentuer les inégalités sociales avec le risque de fracturer encore davantage notre société, déjà fragile.

Les conséquences de telles politiques peuvent être dévastatrices, non seulement en termes de santé publique, mais aussi en termes de cohésion sociale. Ces principes indignes sont contraires à notre constitution et nous font courir le risque de provoquer des soulèvements sociaux.

Pour toutes ces raisons, il est impératif de se mobiliser contre les politiques d'extrême-droite et de soutenir des candidats qui défendent une vision inclusive, solidaire et égalitaire de la santé publique. Voter pour des partis de gauche, c'est choisir de préserver l'accès universel à des soins de qualité pour tous, et ainsi agir pour la stabilité et la paix sociale dans notre pays.

Dans la période grave et historique que traverse notre pays, nous appelons toutes les personnes attachées aux valeurs humanistes du soin et de la santé publique à faire barrage aux partis d'extrême-droite en votant pour les candidats rassemblés au sein du Nouveau Front Populaire pour les prochaines élections législatives.

APPEL DES SOIGNANT·ES

Voici un texte d'appel que nous soutenons et vous partageons

Nous sommes des soignantes et des soignants : médecins, psychologues, sage-femmes, infirmières, aides-soignants, chirurgiennes-dentistes et autres professionnels de santé. Nous exerçons en libéral, à l'hôpital, en centre de santé, en PMI (Protection maternelle infantile), dans les PASS (Permanences d'accès aux soins de santé), dans les structures de prévention, au sein d'associations et de mutuelles.

Notre mission première est de soigner et d'accompagner les patients tout au long de leur parcours de soins et de leur vie, dans le respect de leur dignité et de leur volonté.

Aujourd'hui, nous avons pleinement conscience du danger que la situation politique fait peser sur le maintien du droit à la santé pour toutes et tous.

Le droit fondamental à la santé, inscrit dans notre Constitution, est au cœur de notre pacte républicain. La santé est un droit humain fondamental et un pilier de la cohésion sociale. Toute politique discriminatoire, visant à restreindre l'accès aux soins pour certaines populations, est une attaque contre ces principes. Prendre soin de chacun c'est préserver la santé de toutes et tous : ce principe essentiel de notre profession ne peut être oublié.

Pourtant, les politiques d'extrême-droite mettent en danger la santé publique en affaiblissant la protection sociale et l'organisation de notre système de santé solidaire. Elles fragilisent les plus vulnérables et aggravent les inégalités. Les conséquences sont graves pour l'accès à la prévention et aux soins pour l'ensemble de la société. C'est pourquoi, face à ce péril, nous réaffirmons plus que jamais notre engagement.

Dans le moment historique que nous vivons, notre boussole est notre serment de protéger la santé de nos patients sans aucune distinction, dans un souci d'égalité d'accès aux soins pour toutes et tous, et au regard de principes de santé publique humaniste.

Nous nous alarmons particulièrement de politiques dites de "préférence nationale" qui exacerbent les inégalités et risquent de fracturer davantage notre société, menant à des conséquences désastreuses pour la santé publique et la cohésion sociale. Déjà à l'œuvre, les restrictions de l'accès à la sécurité sociale et à l'aide médicale d'État (AME) pour des personnes en demande d'asile ou en attente de titre de séjour, pourraient se généraliser selon la majorité issue des élections législatives. Priver ces personnes de protection maladie, c'est laisser leur état de santé se dégrader, et les exposer à une prise en soin tardive avec des hospitalisations complexes et prolongées et une perte de chance médicale. Il s'agit d'un risque majeur de désorganisation du système de soins, d'aggravation des conditions de travail des personnels soignants et de surcoûts financiers importants. Par ailleurs, la survie de notre système de soins, déjà éprouvé par les crises successives, doit beaucoup à l'engagement de professionnels dévoués, dont un grand nombre sont étrangers. Nous ne pouvons accepter la privation de ces compétences précieuses.

Au nom de l'éthique, de la déontologie des professions de santé et des principes républicains d'intérêt général, nous n'acceptons aucune atteinte au droit fondamental à la santé et aucune remise en question de notre indépendance professionnelle.

Nous refusons de choisir entre les personnes qui peuvent être soignées et celles qui sont abandonnées à leur sort.

Nous refusons d'être instrumentalisés et de nous mettre au service d'une médecine du tri et de politiques différenciées et d'exclusion.

Nous refusons la logique de bouc-émissaire selon laquelle l'exclusion des soins des plus précaires permettraient de résoudre les dysfonctionnements et insuffisances de notre système de santé.

Nous nous engageons à protéger la santé de toutes les personnes qui le nécessitent, sans distinction, et à ne jamais renoncer à notre serment et à notre éthique.

Texte d'appel au rassemblement du mercredi 29 mai 18h devant le Ministère de la Santé

Contre les violences sexistes et sexuelles !

Étudiant·es, soignant·es, patient·es : ensemble contre les violences sexistes et sexuelles en santé !

Le monde de la santé, loin d'être épargné par les violences sexistes et sexuelles, en est au contraire un terrain particulièrement fertile. La culture du viol et l'omerta sont nourries par les fortes hiérarchies professionnelles, le management pathogène, l'esprit de corps et la « culture carabine ».

Les femmes, qu'elles soient étudiantes, professionnelles des établissements de santé ou patientes, sont les premières victimes de ces violences patriarcales, qui touchent toutefois également des hommes et des enfants.

Aujourd'hui, les langues se délient et les témoignages se font de plus en plus nombreux. Nous, organisations, féministes et représentatives d'étudiant·es, de professionnel·les des établissements de santé et de patient·es, nous nous mobilisons ensemble pour dénoncer ces pratiques.

La peur doit changer de camp.

→ **Étudiant·es en santé**, nous sommes quatre sur dix à subir du harcèlement sexuel à l'hôpital, majoritairement de la part de nos supérieurs hiérarchiques. Nous sommes une étudiante sur cinq à être agressée sexuellement à l'université, par nos propres camarades. Dans 90% des cas, nous ne signalons pas ces agressions par peur des représailles.

→ **Professionnel·les des établissements de santé**, nous exerçons dans un milieu où règnent l'omerta et l'impunité, à tous les échelons de la hiérarchie. Quand une infirmière est violée par un médecin, c'est elle qui change de service. Quand une aide-soignante fait remonter des

faits d'agressions sexuelles, c'est son emploi qui est menacé. Quand un médecin dénonce à l'Ordre le comportement d'un collègue, c'est lui qui écope d'un blâme. Le principe de confraternité ne doit pas protéger les agresseurs au détriment du personnel et des patientes. « D'abord ne pas nuire », c'est le serment d'Hippocrate sur lequel les médecins et sages-femmes ont juré. Cet engagement doit être respecté et l'intégrité des soignant·es ne doit pas être mise en doute.

→ **Patient·es**, nous subissons des abus de pouvoir et des violences sexistes et sexuelles de la part de certains professionnels de santé. Nous sommes nombreuses à avoir été confrontées à des violences obstétricales et gynécologiques (VOG) quand des examens ou des actes médicaux nous sont imposés. Notre consentement est trop souvent bafoué, nos corps et nos choix jugés, notre parole, notre douleur, nos symptômes niés. Nos plaintes auprès de l'Ordre sont trop peu relayées, voire étouffées. Des médecins visés par des dizaines de plaintes pénales et mis en examen peuvent continuer à exercer sans être suspendus. L'impunité empêche la reconnaissance des préjudices et la réparation, elle augmente notre défiance envers le médical. Le respect de notre consentement, la considération de notre intégrité physique et morale, la déontologie et l'éthique devraient être au cœur de la relation soignant·es/soigné·es. Il est temps de mettre fin à une médecine patriarcale, paternaliste et archaïque au profit d'un partenariat entre les patient·es et les soignant·es, une réelle démocratie sanitaire.